



Les autorités locales qui n'ont pas encore interdit cette manifestation entendent néanmoins manœuvrer pour qu'elle échoue.

Les autorités du département de la Mifi ont visiblement perdu le sommeil. Préoccupées par l'ampleur que pourra prendre la marche que prévoit organiser le Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC) sur les artères de la ville de Bafoussam ce dimanche 4 novembre prochain, elles s'activent à tout mettre en œuvre pour qu'elle se solde par un échec cuisant. Depuis quelques jours en effet, les medias locaux relaient en boucle, des messages de certains chefs traditionnels ; notamment le chef du groupement Bafoussam, appelant ses populations à ne pas suivre "les individus malintentionnés qui s'apprêtent à faire du désordre dans la ville". Dans le même sillage, le préfet du département de la Mifi a rendu public un communiqué. *«Le préfet du département de la Mifi à l'honneur de porter à la connaissance des populations de la ville de Bafoussam que, certains individus malveillants véhiculent des informations relatives aux manifestations publiques et soulèvements en vue de troubler l'ordre public dans notre cité»*, renseigne la d'emblée la note signé de Chaibou, le 26 octobre dernier. *«A cet effet, il invite à ne point céder à ces manœuvres de rébellion. Il les exhorte à vaquer sereinement à leurs nobles occupations afin de contribuer chacun dans son domaine d'activité, au développement de notre beau et cher pays, en ce moment où les travaux de construction des infrastructures d'accueil de la Can 2019 entrent dans leur vitesse de croisière»*, poursuit cet administrateur civil principal. *«Par ailleurs, il demande aux uns et aux*

autres, de dénoncer auprès des autorités compétentes, toute personne ayant un comportement suspect ou une attitude non recommandable», conclut le préfet de la Mifi qui dit compter le civisme, le patriotisme et l'esprit de cohésion de tous.

Selon certaines sources, en dehors d'un travail de dissuasion mené en direction des populations de la ville de Bafoussam, une traque des personnes proches de l'organisation de cette manifestation ou lui ou accordant du crédit, serait en cours avec à la manette, des agents des services de renseignement. C'est dans ce cadre que le journaliste Gustave Flaubert Kengne, directeur de publication d'orientations Hebdo aurait été interpellé et coffré illico presto à la prison principale de Bafoussam pour « *participation à des hostilités contre la république* ». Il aurait été pris lundi dernier en possession des tracts invitant les populations à se rendre massivement à la marche pacifique de ce 4 novembre.

Pour mémoire, la marche en question devrait partir du lieu-dit "mairie rurale" pour le "carrefour Madelon" en passant par les marchés Casablanca, A et B de Bafoussam. Jusqu'à ce samedi 3 novembre 2018 novembre, elle n'était pas encore interdite. « *Nous avons déposé la déclaration de manifestation à la sous-préfecture. Et la marche n'est pas interdite* », a confié Christophe Kamdem, responsable régional du Mrc pour l'Ouest pour confirmer la tenue de la marche pacifique dont le but est de dénoncer les fraudes électorales notées lors de l'élection présidentielle du 7 octobre dernier.